

La cohésion sociale à l'horizon 2030

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE DES INITIATIVES LOCALES



La cohésion sociale constitue un facteur clé du développement de l'Ile-de-France pour les années à venir.

De nombreux acteurs locaux, publics ou privés, institutionnels, associatifs ou économiques contribuent à renforcer le lien social en Ile-de-France. La Région Ile-de-France affiche clairement, comme une priorité, le renforcement de la cohésion sociale. Dans la pratique, ces contributions sont difficilement formalisées et donc valorisées.

La mesure de la cohésion sociale d'un territoire et des facteurs y contribuant, est difficile. La cohésion sociale est d'une part la résultante de nombreux paramètres, difficilement quantifiables, et dépendants les uns des autres. Il existe d'autre part peu d'outils méthodologiques opérationnels pouvant évaluer la contribution d'actions locales.

Dans ce cadre, le Ceser Ile-de-France a élaboré un outil sous forme d'un questionnaire et de fiches thématiques, afin de faciliter l'analyse de la contribution des initiatives locales à la cohésion sociale et de mieux valoriser les actions menées. Evolutif, il peut se décliner en un outil à la fois de détection ou de valorisation des actions menées.

Les questions portent sur 6 thèmes jugés prioritaires au regard de la situation actuelle de l'Ile-de-France, mais également à l'horizon 2030. Pour chacun d'eux, des critères d'analyse ont été sélectionnés et ont débouché sur une série de questions récapitulées dans le tableau ci-dessous. Des fiches thématiques viennent accompagner ce questionnaire en y détaillant succinctement les enjeux de la thématique afin de pouvoir répondre au mieux aux questions posées.

OUTIL D'ANALYSE DE LA CONTRIBUTION À LA COHÉSION SOCIALE

PRÉAMBULE

Les questions formulées dans cet outil ont une entrée thématique. Pour chacune d'entre elles, il est conseillé de garder à l'esprit les enjeux plus transversaux liés à l'analyse de la contribution à la cohésion sociale d'initiatives locales. Le territoire d'action de l'initiative et les actions de même nature existantes sur le territoire peuvent constituer des éléments importants des réponses. Le public visé, le nombre de personnes impacté par l'initiative, la durée et la fréquence des actions sont également questionnement important à prendre en compte.

Objectifs de l'initiative :

Résultats attendus :

<p>RÉDUCTION DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE</p> 	<p>Comment l'initiative permet-elle de faciliter l'accès au matériel informatique et au réseau numérique ?</p> <p>Comment l'initiative accompagne-t-elle le public cible dans le cadre de l'utilisation des applications qu'elle met à leur disposition ?</p>
<p>SOUTIEN DES NOUVELLES FORMES D'ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ</p> 	<p>L'initiative locale permet-elle de développer une économie de proximité (échange de services, bons cadeaux, monnaies locales ...) ? En est-elle à l'origine ou alimente-t-elle une économie de proximité existante ?</p> <p>Quels sont les bénéficiaires (membres de l'organisation, grand public, publics spécifiques...) de cette économie de proximité ? Et quels sont les avantages dont ils bénéficient ?</p>
<p>RENFORCEMENT DES SOLIDARITÉS</p> 	<p>Quelles formes de solidarités sont renforcées par la mise en place de l'initiative (familiales, citoyennes ...) ?</p>
<p>DÉVELOPPEMENT DE LA PARTICIPATION</p> 	<p>Comment l'initiative permet-elle d'informer, de consulter, de concerter, de codécider, d'évaluer avec le public cible ?</p> <p>Comment fonctionne la gouvernance de l'initiative ? Comment y est développée la participation des parties prenantes ?</p>
<p>ACCROISSEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ DE « PUBLICS CONCERNÉS »</p> 	<p>Comment l'initiative développe-t-elle l'employabilité du public visé ? Prend-t-elle en compte l'évolution du marché du travail et l'évolution des métiers ?</p>
<p>RENFORCEMENT DES LIENS INTERGÉNÉRATIONNELS</p> 	<p>Comment l'initiative permet-elle de développer les liens entre les individus et les générations ?</p>

Réduire

la fracture numérique

Contribuer à la cohésion sociale en Ile-de-France

Cette fiche vous permettra de mieux comprendre ce qu'est la fracture numérique. Vous pourrez également retrouver des questions et des exemples permettant de mettre en avant comment réduire la fracture numérique peut renforcer la cohésion sociale.



La fracture numérique désigne la disparité d'accès aux technologies informatiques et notamment Internet. Il s'agit d'une inégalité sociale et générationnelle, entre ceux qui s'adaptent, et ceux qui sont à l'écart de la transformation numérique de la société. D'après le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), « les personnes qui n'utilisent pas internet appartiennent aujourd'hui à des catégories de la population bien spécifiques : 78 % d'entre elles ont plus de 60 ans, 90 % d'entre elles n'ont pas le Bac et 44 % disposent de revenus inférieurs à 1500 € par mois dans leur foyer ». Les inégalités numériques se sont réduites, mais les personnes qui n'ont pas accès à internet (ou à un débit suffisant) apparaissent de plus en plus marginalisées par rapport à une tendance sociétale majeure.

Lutter contre la fracture sociale et culturelle implique d'investir deux volets : Il convient tout d'abord de permettre à la plus large fraction de la population d'avoir accès au numérique. A titre complémentaire, il s'agit également d'accompagner les personnes dans leurs utilisations, en prêtant une vigilance particulière à celles qui sont le moins à l'aise avec l'environnement numérique.

■ Est-il nécessaire de disposer d'un ordinateur, d'un smart-phone ou d'un accès internet pour s'inscrire ou participer à l'initiative ?

■ Est-il nécessaire de disposer d'un logiciel particulier (Word, Excel...), ou d'une application spécifique (doodle, pearltrees...) pour participer à l'initiative ? Est-elle payante ?

■ Est-il nécessaire de disposer d'une messagerie électronique ou d'un compte (Facebook, Twitter, Instagram,...) pour s'inscrire ou participer à l'initiative ?

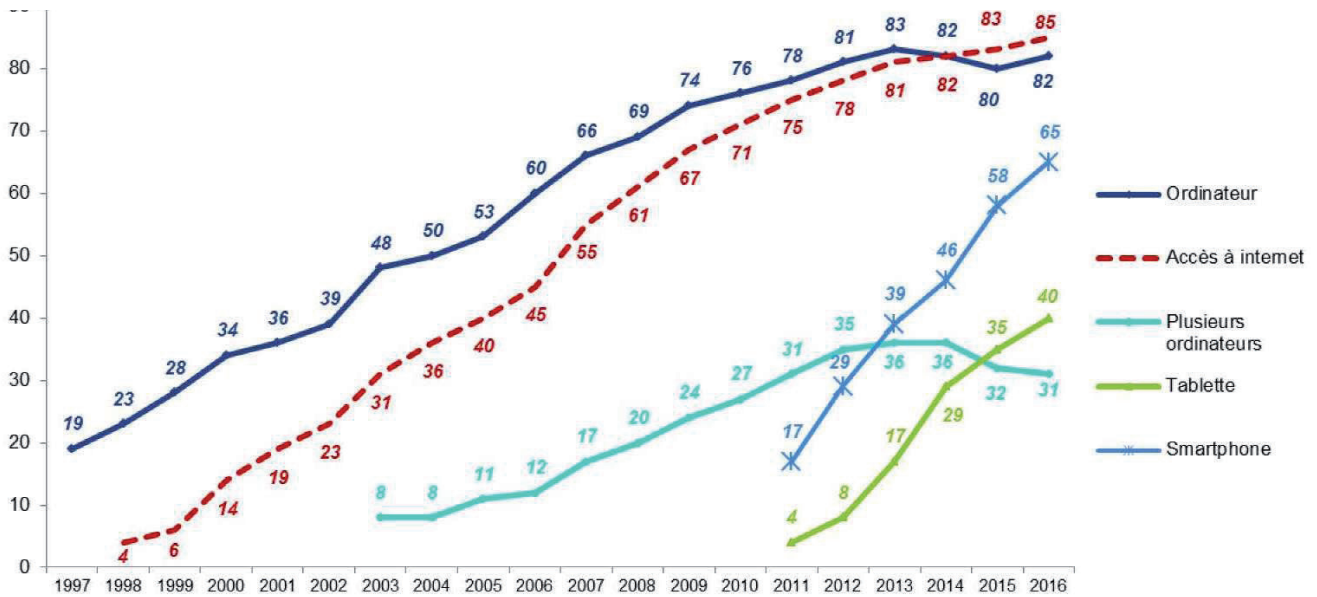
■ Est-il nécessaire de savoir utiliser un logiciel particulier (Word, Excel...), ou une application spécifique (doodle, pearltrees...) pour participer à l'initiative ?

■ Quels moyens l'initiative met-elle en œuvre pour accompagner son public dans l'utilisation du matériel et des applications? Une personne est-elle référente pour accompagner les adhérents ou les bénéficiaires dans leurs difficultés à utiliser les outils numériques ?

■ Existe-t-il une communauté numérique concernant l'initiative (Facebook, Viadeo...) ?

Taux d'équipement et taux d'accès à internet

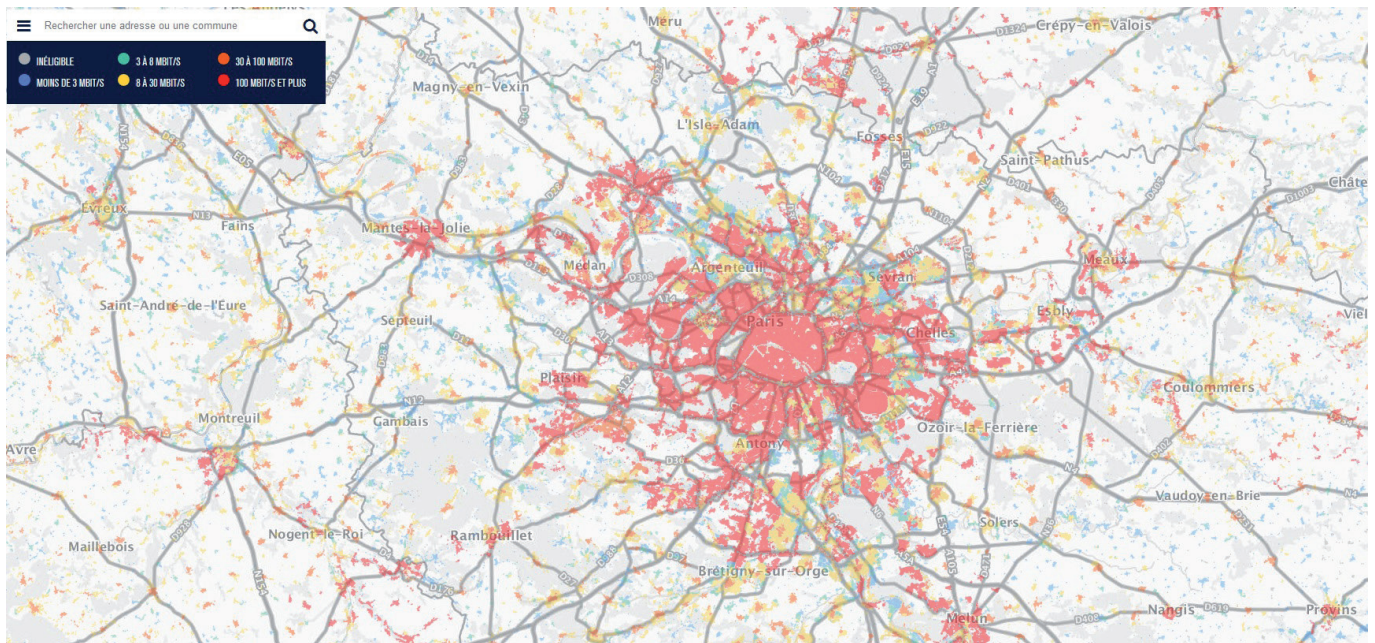
Champ : ensemble de la population de 12 ans et plus, en %



Source : Baromètre du numérique 2016, ARCEP

Population ayant accès au réseau internet mobile 4G

en fonction de leur opérateur mobile et de leur lieu d'habitation



Source : Base de données GEOFLA - IGN Soutenir les nouvelles formes d'économie de proximité

Soutenir les « nouvelles » formes d'économie de proximité

Contribuer à la cohésion sociale en Ile-de-France

Cette fiche vous permettra de mieux comprendre les « nouvelles » formes d'économie de proximité.

Vous pourrez également retrouver des questions et des exemples permettant de mettre en avant comment soutenir ces « nouvelles » formes d'économie peut renforcer la cohésion sociale.



L'économie de proximité ne correspond pas uniquement à la proximité géographique. Cette économie prend en compte également la proximité de lien et d'échange.

L'économie de proximité se définit comme un mode d'organisation de l'économie autour de la relation directe : relation des entreprises avec les consommateurs, relations entre entreprises, ancrage dans la vie locale. Son objectif est d'augmenter le bien-être en valorisant le territoire par les acteurs qui l'habitent et pour eux. Elle se définit par son rapport au développement local. Elle est également source d'emplois induits et renforce la vitalité du territoire. Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) observe que l'économie de proximité occupe une place importante dans l'économie. Face aux préoccupations environnementales, elle correspond de plus en plus aux attentes de la société. Ses entreprises ont mieux résisté que d'autres pendant la crise de 2009. Le CESE propose des pistes pour la soutenir : renforcer les synergies entre ses deux composantes, faire bénéficier ses acteurs d'outils efficaces de mutualisation et de coordination, l'inscrire dans le quotidien en facilitant les possibilités d'essaimage.

■ L'initiative locale permet-elle de développer une économie de proximité (échange de services, bons cadeaux, monnaies locales...) ?

■ En est-elle à l'origine ou bénéficie-t-elle d'une économie de proximité existante ?

■ Quels sont les bénéficiaires (membres de l'organisation, grand public, publics spécifiques...) de cette économie de proximité ? Peut-elle être étendue à un public plus large ?

■ Quelle est la valeur ajoutée de cette économie de proximité ?

■ Quel est le ratio entre le budget de l'initiative et le nombre d'emplois pérennes créés (en y distinguant l'emploi local) ? Parmi ces emplois, combien sont localisés en Ile-de-France ?

Renforcer les solidarités

Contribuer à la cohésion sociale en Ile-de-France

Cette fiche vous permettra de mieux comprendre la notion de solidarité.

Vous pourrez également retrouver des questions et des exemples permettant de mettre en avant comment consolider les solidarités peut renforcer la cohésion sociale.



La notion de solidarité reste intimement imbriquée à celle du lien social. Elle en épouse les différentes formes : familiales, intergénérationnelles, sociales, citoyennes... Les pratiques de solidarité peuvent donc se manifester de multiples manières. Les fondements de la solidarité sont finalement des formes d'échange et peuvent s'inscrire dans des logiques de réciprocité. Le terme de solidarité peut ainsi devenir un outil conceptuel majeur dans la comparaison des modèles sociaux : il permet l'analyse de la variabilité des formes de solidarité à différents échelons territoriaux et sociaux, et de la façon dont elles s'articulent au sein des sociétés contemporaines.

La solidarité, à travers les échanges, a plus d'impact et n'est pas limitée simplement à un échange entre deux personnes mais un individu peut donner à un autre qui transmet à un troisième et ainsi de suite.

Le Ceser Ile-de-France considérera dans ce rapport que la solidarité est l'un des moyens permettant de développer la cohésion sociale.

■ L'initiative permet-elle de créer des échanges ou des liens, directs ou indirects ? Quels sont les publics concernés et à quelles échéances ?

■ L'initiative apporte-t-elle une aide (financière, matériel, morale) permettant de rompre un isolement social ? Est-ce un accompagnement ponctuel ou régulier ?

■ Des formes de solidarité sont-elles renforcées par la mise en place de l'initiative (familiales, intergénérationnelles, sociales, citoyennes ...) ?

■ Sur quels critères sont évalués ces renforcements des solidarités ?

Développer la participation

Contribuer à la cohésion sociale en Ile-de-France

Cette fiche vous permettra de mieux comprendre la notion de participation.

Vous pourrez également retrouver des questions et des exemples permettant de mettre en avant comment développer la participation peut renforcer la cohésion sociale.



La participation désigne les procédures, démarches ou actions faites pour donner un rôle aux individus dans la prise de décision affectant leur environnement, leur vie, leur quotidien ou l'organisation dont ils font partie. Ceci s'applique aussi bien à la gouvernance, à la démocratie participative, à la citoyenneté ou à l'écocitoyenneté qu'à la gestion d'organisations, d'entreprises, d'associations ou de groupes.

La participation comporte des stades variés qui vont de l'information à l'évaluation en passant par des processus relevant de la concertation. On reconnaît donc généralement plusieurs étapes à la participation :

- L'information correspond à des communications de type unilatéral ;
- La consultation consiste à demander aux personnes si elles approuvent ou non ce qui a d'ores et déjà été choisi. Cela pouvant conduire à modifier l'intention initiale ;
- La concertation se caractérise par son fort niveau d'insertion du public : les personnes concertées auront la possibilité de donner leur avis et de proposer de nouvelles idées ;
- La codécision consiste en une « participation directe à l'élaboration de la décision ou une gestion déléguée ».
- L'évaluation représente un ultime niveau de participation. Elle permet aux participants de « faire le point sur l'effectivité » de ce qui a été fait tout au long du processus.

■ Quels apports attendez-vous de ces démarches participatives ? Comment les éléments obtenus sont-ils traités et utilisés ?

■ Quelles formes (information, consultation, concertation, codécision, évaluation) prennent-elles dans l'initiative ?

■ Est-ce une participation envers des citoyens ou liée à la gouvernance de l'initiative ?

■ Qui est concerné (nombre de personnes impliquées et typologie) ? Combien de personnes participent ?

■ Comment les éléments obtenus sont-ils traités et utilisés ?

Accroître l'employabilité de « publics cibles »

Contribuer à la cohésion sociale en Ile-de-France

Cette fiche vous permettra de mieux comprendre la notion d'employabilité.

Vous pourrez également retrouver des questions et des exemples permettant de mettre en avant comment accroître l'employabilité de « publics cibles » peut renforcer la cohésion sociale.



Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), l'employabilité est « l'aptitude de chacun à trouver et conserver un emploi, à progresser au travail et à s'adapter au changement tout au long de la vie professionnelle ». Près de la moitié (45%) des demandeurs d'emploi franciliens ont un niveau inférieur à celui du bac. L'absence d'une qualification suffisante ou adaptée constitue un frein supplémentaire pour les personnes éloignées de l'emploi, ou menacées de l'être. Il est donc impératif de favoriser, en particulier pour les demandeurs d'emploi, l'accès à un premier niveau de qualification. Au-delà des strictes problématiques des compétences professionnelles, l'action sur l'employabilité revêt également un travail sur le savoir-être dans l'entreprise ou sur la maîtrise de la langue française. Les publics cibles sont les jeunes franciliens (de 16 à moins de 26 ans) sans emploi et peu ou pas qualifiés, demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés, demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés ou personnes en situation de handicap, personnes placées sous-main de justice ou sous protection judiciaire. A cela peut s'ajouter des publics « invisibles », au sens où des personnes sont sorties de tous dispositifs d'accompagnement et ne bénéficient en conséquence pas de politiques publiques de l'emploi. En dépit de ces priorités, les questionnements proposés concernent tous les types de public.

- Quels sont les publics cibles ? L'initiative permet-elle d'en développer l'employabilité ?
- Quelles sont les compétences travaillées et développées. Pourquoi ?
- Un travail sur le savoir-être pouvant faciliter l'insertion professionnelle est-il réalisé ?
- L'initiative permet-elle d'initier ou de développer des réseaux professionnels ?
- Comment l'initiative mesure-t-elle le développement de l'employabilité du public visé ? Prend-t-elle en compte l'évolution du marché du travail et l'évolution des métiers ?

Renforcer les liens intergénérationnels

Contribuer à la cohésion sociale en Ile-de-France

Cette fiche vous permettra de mieux comprendre le concept « intergénérationnel ».

Vous pourrez également retrouver des questions et des exemples permettant de mettre en avant comment consolider les liens intergénérationnels peut renforcer la cohésion sociale.



Le concept « intergénérationnel » implique une dimension dynamique des relations qui peuvent lier différentes générations entre elles, de façon à apporter bien-être pour les uns et bienfaits pour les autres. Actuellement ce concept qualifie de nombreux projets visant à renforcer les liens sociaux entre générations, à favoriser la transmission de savoirs mais aussi de « Mémoires » et recouvre ainsi une grande variété de réalités, d'actions et d'objectifs. Un projet intergénérationnel se construit en deux étapes. La première concerne la définition d'un intérêt « général » partagé et l'identification de groupes d'âge suffisamment contrastés pour que la notion de génération soit effective. La deuxième concerne l'organisation rigoureuse d'activités partagées. Le projet repose donc sur des valeurs partagées par les différents publics visés, il veille à ce que tous les acteurs impliqués en retirent une satisfaction personnelle.

- L'initiative facilite-t-elle la transmission entre générations (dans les deux sens) ?
- L'initiative intègre-t-elle des individus de générations bien distinctes ?
- Créer du lien intergénérationnel adapté aux spécificités et aux besoins identifiés,
- L'initiative permet-elle un maintien et un développement des activités sur le territoire, notamment en favorisant l'installation des jeunes et des familles ?
- L'initiative favorise-t-elle l'émergence d'une solution ayant un bilan économique et social global positif et ainsi participer à la minimisation des coûts du vieillissement de la population (notamment pour les territoires ruraux) ?